

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Demande déposée le 29/10/2025 Avis de dépôt affiché en mairie le
Complétée le 27/11/2025

Référence dossier

N° DP 62446 25 00016

Par : Monsieur HANQUEZ Mathieu

Surfaces de plancher : m²

Demeurant à : 11 route de Condette
62360 HESDIGNEUL LES BOULOGNE

Représenté par :

Pour : REFECTON DE LA TOITURE (tuiles couleur foncée) ET
ISOLATION

Sur un terrain sis à : 11 route de Condette
62360 HESDIGNEUL-les-BOULOGNE

Le Maire de HESDIGNEUL-les-BOULOGNE,

Vu la demande de Déclaration Préalable Maison Individuelle n° : DP 62446 25 00016 susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'agglomération du Boulonnais approuvé
le 06/04/2017, modifié les 29/06/2023 et 11/04/2024 et révisé le 27/02/2025,
Vu le règlement de la zone UCd-I,

Considérant que le projet porte sur la ou les parcelles cadastrées AC140 classées en zone UCd-I de la
commune de HESDIGNEUL-les-BOULOGNE,

Considérant l'article Ucd.11 – Aspect extérieur des constructions et aménagement de leurs abords
[...]

ARTICLE UCd.11-2- Toitures

7) Les ouvertures en toiture (ex. : belles-voisines*, lucarnes*, châssis de toit*), autant que possible, devront
s'aligner verticalement avec les ouvertures du niveau inférieur du bâtiment.

8) La toiture des constructions principales* sera composée d'un ou plusieurs pan présentant une pente
d'un angle compris en 35° et 55°. Les toitures végétalisées pourront présenter un angle inférieur ou être
plates.

9) Lorsque les constructions principales* présentent une toiture en pente, celle-ci sera constituée de
matériaux de couleurs rouge ou orange (ex. : tuile "panne flamande" en format petit moule), hormis pour
les constructions d'inspiration balnéaire* pour lesquelles des matériaux de couleurs sombres sont
autorisés (ex. : bac acier, zinc, ardoises). Voir Nuancier du Règlement. L'aspect brillant (ex. : tuiles
vernissées) est interdit. Néanmoins, lorsque l'environnement bâti du terrain de la construction envisagée
présente une dominante de couleur de toitures différente, les constructions nouvelles pourront s'en inspirer
[...]

Considérant que le projet consiste à la réfection de la toiture en tuiles de teinte vieilli foncé avec isolation,

Considérant qu'il convient de s'assurer que le projet respecte le règlement du PLUi,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Maire de la commune de HESDIGNEUL-les-BOULOGNE **NE S'OPPOSE PAS** à la
réalisation du projet décrit dans la demande sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à
l'article 2 ci-après.

ARTICLE 2 : Prescriptions

Les tuiles installées en toiture devront être d'une teinte rouge ou rouge-orangé conformément aux dispositions du règlement du PLUi.

Fait à HESDIGNEUL-les-BOULOGNE,

Le **10 DEC. 2025**

Le Maire,

Yves HENNEQUIN

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Durée de validité :

Conformément au décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R 424-21 et R 424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L 242-1 du code des assurances.

- Délais et voies de recours : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également former, dans le délai d'un mois suivant la notification, un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche ne proroge pas le délai du recours contentieux (article L.600-12-2 du code de l'urbanisme). L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément à l'article R.600-2 du Code de l'Urbanisme.

Tout recours administratif ou contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R 600-1 du code de l'urbanisme).

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L 242-1 du code des assurances.